CONVENTION NATIONALE.

COMPTE RENDU

Sur la situation actuelle de Saint-Domingue.

Par DUFEY, Député de la partie du Nord,

Le 16 Pluviôse, l'an second de la République Française.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE,

LÉGISLATEURS DE LA FRANCE,

Nous vous devons compte de la situation de Saint-Domingue.

Le sang des Français a coulé; la torche de la guerre civile a été allumée à Saint-Domingue par les contre-

révolutionnaires, ayant à leur tête Galbaud, le ſecond & l'ami du perfide Dumouriez. Galbaud, à l'inſtar de ſon chef, voulut auſſi faire arrêter vos délégués, & opérer une contre-révolution en faveur de ſon parti; & ces deux complots, *pareils*, ſe formoient à la même époque. Dumouriez faiſoit arrêter vos commiſſaires dans les premiers jours d'avril, *& Galbaud eſt parti de France le 9 du même mois.* (Vous obſerverez qu'à la même époque auſſi divers départemens éprouvèrent des commotions de guerre civile.) C'étoit l'ambition & peut-être l'ordre de l'Autriche ou de la Pruſſe qui dirigeoit Dumouriez. A Saint-Domingue, c'eſt ſans doute l'or des Bourbons d'Eſpagne & des Anglais qui a payé l'auteur de l'incendie du Cap & du maſſacre de plus de trois mille individus. On peut même aſſurer ce fait ſans craindre de ſe tromper, puiſqu'il eſt certain aujourd'hui que Galbaud a pris la fuite du continent de l'Amérique, *pour ſe réfugier en Canada, chez les Anglais, qui l'ont accueilli comme un de leurs amis.*

Nous voudrions, citoyens repréſentans, n'avoir pas à mettre ſous vos yeux les événemens déſaſtreux de ces journées liberticides qui ont détruit la première ville d'un de vos plus riches départemens; mais notre devoir nous commande de vous dire la vérité, de vous dévoiler tous les forfaits commis par le traître Galbaud. Il ſeroit trop long de vous en faire le détail en ce moment, car nous ſerions embarraſſés de vous dire quel eſt le crime qu'il n'ait pas commis; nous ne voulons point vous faire l'hiſtoire de tous les troubles qui ont eu lieu à Saint-Domingue; nous ne voulons point fatiguer votre attention par une longue narration des événemens préſens, nous devons ménager des momens précieux qui appartiennent à la félicité générale: nous nous propoſons de publier ces jours-ci la relation des malheurs arrivés à Saint-Do-

mingue ; aujourd'hui nous ne vous en parlerons que très-ſuccinctement.

Nous allons vous découvrir la plus noire, la plus atroce des trahiſons, la plus infâme des coalitions ; vous ſerez touchés des maux que nous avons éprouvés, & en même temps étonnés que le reſte de nos concitoyens ait échappé à tant de dangers. Je réclame votre attention.

Galbaud a voulu ſervir l'orgueil des blancs, propriétaires comme eux, la plupart perdus de dettes avec l'air de l'opulence, ou dont les engagemens égaloient les capitaux. Il a rallié à ſon parti tous ces faſtueux indigens qui, trop connus des commerçans de France & ne pouvant plus abuſer de leur crédulité, vouloient depuis ſi long-temps amener leur indépendance de la France, ou ou au moins être indépendans de leurs créanciers. Il s'eſt aſſocié tout le parti de la ci-devant aſſemblée coloniale, qui avoit toujours été le foyer de toutes les conſpirations ; de cette aſſemblée toujours rivale, mais non ennemie décidée des contre-révolutionnaires, c'eſt-à-dire, les combattant pour diſputer l'autorité & s'en emparer, mais ſe réuniſſant toujours à eux quand il s'agiſſoit de s'oppoſer aux lois de la France ; de cette aſſemblée enfin compoſée des mêmes membres ou des partiſans de cette factieuſe aſſemblée de Saint-Marc, qui vouloit ſecouer le joug de la France, qui fut long-temps à la ſuite de l'Aſſemblée conſtituante, que celle-ci n'auroit jamais dû laiſſer retourner à Saint-Domingue juſqu'à ce que la révolution eût été complétement conſommée & l'organiſation coloniale parfaitement établie. Mais, par la perfidie de Barnave, on renvoya les membres de cette aſſemblée, pour le malheur & la deſtruction de la colonie. Galbaud a rallié auſſi à ſon parti ces négocians commiſſionnaires, qui ſe regardoient comme propriétaires des ſommes qui leur étoient confiées par le commerce de France, qui

vouloient se dispenser d'en rendre compte, & desiroient consommer les banqueroutes qu'ils avoient préparées au moment même de la formation de leurs maisons commerciales. Il a fortifié ce parti de tous ces gens oisifs, rebut de l'Europe, qui abondent dans les colonies, qui sont aux gages du premier qui veut les payer, souvent flétris par les lois, & qui sont avides de pillage & cherchent leur profit dans la licence. Il eut aussi pour ses principaux partisans & agens tous les contre-révolutionnaires arrivés en grand nombre de France & de Coblentz, & qui à Saint-Domingue se trouvoient au centre des ennemis les plus jurés de la France. Il a ajouté à cette cohorte d'ennemis presque tous les officiers de la marine, la plupart reste impur de l'ancienne marine royale, dont l'orgueil se trouvoit abaissé d'obéir à des commissaires civils, & qui, instruits du complot général contre la République & contre la Convention, vouloient, d'accord avec lui, livrer Saint-Domingue aux Anglais, comme leurs camarades en France vouloient livrer Brest & ont livré Toulon.

Tous ces insensés se regardoient comme une race privilégiée, & prétendoient que les citoyens de couleur étoient placés au-dessous d'eux par la nature, & ils ne pouvoient pardonner à ces derniers la réintégration dans leurs droits, qui avoit été prononcée par l'Assemblée nationale. Galbaud, ministre des vengeances de sa caste, voulut les faire tous égorger; & pour parvenir à ses fins, d'accord avec les officiers de la marine, il a corrompu, séduit, trompé les équipages des vaisseaux de guerre & de ceux du commerce, & les a fait servir d'instrumens aveugles à sa rage & à son ambition. Mais, pour réussir dans son projet, il falloit perdre en même temps vos commissaires civils, qui ne devoient pas souffrir qu'une partie du peuple fût opprimée par l'autre;

aussi Galbaud dirigea-t-il d'abord son attaque contre eux : il a commencé par faire embosser vos vaisseaux & frégates sur la ville, & après avoir réuni tous les équipages en armes & une partie des troupes de ligne qu'il avoit aussi égarées, il s'est mis à leur tête avec son frère, & a marché contre vos délégués.

Les citoyens de couleur (qui sont le peuple, les véritables sans-culottes des colonies) n'oublièrent pas qu'ils devoient observer vos lois des 21 juin, 11 & 17 août, 8 novembre 1792 & 5 mars 1793, & que le pouvoir militaire étoit soumis impérieusement à l'autorité civile ; ils se rallièrent sur-le-champ autour de vos commissaires, & résolurent d'opposer la plus vigoureuse résistance à une si coupable aggression. Ils ont défendu vos délégués avec le plus grand courage, & se sont battus comme des héros.

Galbaud avoit marché avec des canons, avoit entouré la maison qu'occupoient les commissaires ; il étoit maître des hauteurs qui dominoient la ville, de l'arsenal, de toutes les munitions ; la maison où logeoient les commissaires étoit battue en brêche, traversée de toutes parts par les boulets, & prête à s'écrouler sur leurs têtes. Les citoyens du 4 avril, leurs défenseurs, alloient être accablés par le nombre ; ils engagèrent les commissaires civils à se mettre en sûreté, & à se retirer hors de la ville. Vos délégués étoient au moment de tomber entre les mains de vos ennemis : ils ne purent résister aux instances qui leur furent faites de ne point compromettre l'autorité nationale. S'ils avoient été faits prisonniers, ou étoient tombés victimes de la fureur des rebelles, la contre-révolution, tant desirée dans ce pays, qui étoit un nouveau Coblentz, étoit faite sans aucun obstacle, la souveraineté de la nation méconnue, & les Espagnols, qui n'attendoient que le signal, étoient les maîtres de la colo-

nie. Vos commiſſaires cédèrent aux prières des citoyens de couleur, & firent leur retraite à une lieue du Cap.

En ce moment un grand nombre de Nègres de la ville, domeſtiques ou ouvriers, indignés de voir vos délégués chaſſés de la ville, & forcés à fuir; & d'un autre côté, de voir les citoyens du 4 avril, qu'ils regardoient comme leurs amis, près de tomber ſous les coups de Galbaud, après avoir déjà perdu un grand nombre d'entre eux, vinrent leur offrir de ſe joindre à eux pour repouſſer leurs ennemis.

Dans l'extrêmité où ſe trouvoient les citoyens du 4 avril, ſur le point de ſuccomber, ils ne purent refuſer un ſecours qui pouvoit leur ſauver la vie à tous, ainſi qu'à leurs femmes & à leurs enfans.

Les Nègres de la plaine & des montagnes voiſines, ayant été inſtruits des événemens du Cap, & qu'on y maſſacroit les citoyens du 4 avril, étoient accourus auſſi de toutes parts à leur ſecours.

Avec ce renſort, les citoyens du 4 avril marchèrent avec un nouveau courage contre Galbaud, le mirent en fuite le premier de tous, & le forcèrent de ſe rembarquer avec une partie de ſa troupe; mais ils ne purent arrêter la fureur de ſes ſatellites & de ſes agens, qui voyoient la victoire & les commiſſaires civils leur échapper, & qui, dans leur rage infernale, livrèrent la ville aux flammes & au pillage.

Les citoyens du 4 avril & leurs auxiliaires s'occupèrent ſeulement à ſauver un grand nombre de blancs de tout âge & de tout ſexe. Voilà comme ils usèrent de l'avantage qu'ils venoient de remporter ſur leurs ennemis.

Les eſclaves qui étoient en inſurrection depuis deux ans, inſtruits par les flammes & les coups de canon que

le cap étoit attaqué, crurent sans doute cette occasion favorable pour rentrer en grace, & vinrent en foule offrir leurs services. Ils se présentèrent en armes devant vos délégués. « Nous sommes Nègres français, dirent-ils, » nous allons combattre pour la France, mais pour ré- » compense nous demandons la liberté ». Ils ajoutèrent même, *les droits de l'homme*.

Si on les avoit refusés, ils auroient pu accepter les propositions des Espagnols qui les sollicitoient depuis long-temps, & qui avoient déjà gagné quelques principaux chefs. Les commissaires civils préférèrent les ranger du parti de la France, espérant les employer utilement pour le service de la République, d'autant plus qu'ils étoient aguéris depuis deux ans aux exercices de la guerre. Les noirs demandoient la liberté pour prix du secours qu'ils venoient offrir : nous étions dans la confusion ; ils sentoient leurs forces ; ils auroient pu même les tourner contre nous, si on les avoit indisposés. Il n'y avoit pas à balancer dans la position où se trouvoient vos délégués ; ils déclarèrent donc que la liberté seroit accordée, mais *seulement* aux guerriers qui combattroient pour la République contre les Espagnols ou contre les ennemis intérieurs. Ils annoncèrent aussi, pour ne point faire de mécontens dans une circonstance si critique, qu'ils s'occuperoient d'améliorer le sort des autres esclaves.

Citoyens, vous connoîtrez par la relation les divers événemens qui se sont succédés pendant ces jours de calamités. Vous y verrez tous les excès, tous les désordres de l'incendie & du pillage qu'ont à se reprocher Galbaud & ses complices, les auteurs de cet horrible attentant contre l'autorité nationale. Vous verrez le départ de ce monstre qui a enlevé tous vos vaisseaux, encloué les canons de tous vos forts, brisé tous les affûts, jeté tous les vivres & toutes les munitions à la mer, enfin, laissé

le Cap sans ressources & sans défense. Vous verrez à la suite de ces maux tous les noirs de la partie du Nord livrés à eux-mêmes, sans frein, sans guides, ne connoissant presque d'autre loi que leur volonté; vos commissaire n'ayant aucune force pour les contenir, étant dans le dénuement le plus absolu de toutes ressources & d'approvisionnemens de tous genres, enfin, dans la plus grande détresse, & n'espérant plus, pour conserver la colonie à la France, que dans la force de ces citoyens nouveaux qu'il falloit attacher à la République. Vous serez convaincus, j'espère, que c'est la force des événemens qui a amené ensuite, qui a entraîné la grande mesure de liberté dans la partie du Nord, comme le seul port de salut pour conserver la population blanche, & même les citoyens du 4 avril.

La plupart des esclaves de la partie du Nord étoient soulevés depuis deux ans, & après avoir été d'abord les instrumens des contre-révolutionnaires, ils combattoient pour leur liberté, & on ne pouvoit plus espérer les faire jamais rentrer dans le devoir. Une partie des autres avoit été appelée à la liberté pour récompense d'avoir défendu les lois de la France & les délégués de la République contre Galbaud & ses complices. Mais tous les hommes se disoient & vouloient être compris dans le nombre des guerriers, & prétendoient par-là obtenir leur liberté; il ne restoit donc plus que les femmes & les enfans: c'étoit pour ceux-ci qu'ils réclamoient encore une nouvelle faveur; ils disoient: « Ce n'est pas la faute de nos femmes, si elles n'ont pas pu s'armer pour la France. Peut-» on les punir de la foiblesse de leur sexe? Pourquoi » les rendre plus malheureuses que nous? Elles partagent » nos sentimens. Pendant que nous nous battrons pour la » France, elles les inspireront à nos enfans: elles travail-» leront pour nourrir les guerriers ». Ils ajoutoient: « Si

» plusieurs de nos femmes ont été achetées, on peut bien » nous faire cadeau du prix de leurs personnes en récom» pense de nos services passés & présens. Nous vous ob» servons que la liberté que vous nous avez accordée » nous l'avions déjà; celle que nous vous demandons » aujourd'hui, nous la mériterons par nos services futurs, » & nous nous engageons à combattre pour la Répu» blique tant qu'elle voudra. Pour les femmes qui sont » nées sur le territoire français, elles ne devroient pas » être esclaves. Quant à nos enfans, c'est notre propriété, » c'est notre sang. On n'a jamais pu disposer de notre » postérité. Les garder dans l'esclavage, c'est nous con» damner à un malheur éternel, c'est nous arracher la » vie ».

Les citoyens du 4 avril, en reconnoissance des services que leur avoient rendus les noirs dans les journées des 20, 21 & 22 juin, où on vouloit les assassiner, & où les noirs les avoient si courageusement secourus, eurent la générosité de se joindre eux-mêmes aux noirs pour implorer le commissaire civil en faveur de leurs défenseurs, & furent les premiers à offrir le sacrifice de leurs esclaves, à qui ils donnèrent la liberté. Mes frères, mes collègues, ont donné des premiers l'exemple.

Citoyens législateurs, votre commissaire civil étoit, sans doute, fort embarrassé de répondre. On pouvoit craindre que ces guerriers, quoique pétitionnaires respectueux jusqu'alors, dans leur ardeur ou dans leur desespoir ne pensassent à employer leurs armes pour assurer la liberté de leurs femmes & de leurs enfans, si on s'étoit obstiné à les refuser. Alors la colonie se trouvoit replongée dans un nouveau chaos dont rien ne pouvoit plus la tirer, & la souveraineté nationale étoit à jamais anéantie. N'étoit-il pas plus prudent d'éviter ce danger? Les Espagnols & les Anglais, auxquels s'étoient déjà réunis un grand

nombre de contre-révolutionnaires, étoient là tout prêts, qui les appeloient & leur tendoient les bras. Les Espagnols leur offroient même de l'argent avec la liberté, & même des grades supérieurs. Il ne falloit pas laisser échapper l'instant favorable, sans quoi tout étoit perdu. N'étoit-il pas d'une politique sage & éclairée de créer de nouveaux sujets à la République pour les opposer à nos ennemis ? Au reste, si nous devions perdre nos colonies, (*ce que je suis bien loin de croire ni de craindre*), n'étoit-il pas plus glorieux d'être juste, & plus raisonnable de faire tourner cette perte au profit de l'humanité ?

Dans cette extrémité pressante, le commissaire en résidence au Cap, rendit la proclamation du 29 août, que nous avons remise au comité de salut public. Les noirs de la partie du Nord étoient déjà libres *par le fait*, ils étoient les maîtres; cependant la proclamation, en les déclarant libres, les assujétit à résidence sur leurs habitations respectives, & les soumet à une discipline sévère, en même temps qu'à un travail journalier, moyennant un salaire déterminé; ils sont, en quelque sorte, comme attachés à la glèbe.

Sans cette mesure prudente & salutaire, dans la crise où nous nous trouvions, c'en étoit fait de la colonnie entière, de la souveraineté nationale sur cette précieuse possession, c'en étoit fait de la population blanche, c'en étoit fait des citoyens du 4 avril, ces Français nouveaux, par l'assemblée nationale; c'en étoit fait d'une multitude innombrable d'hommes, qui dans le désarroi général se seroient entr'égorgés les uns les autres, divisés en cent partis différens, toujours en guerre, opprimans ou opprimés; & une partie d'entr'eux serviroit peut-être, les uns les indépendans, les autres les royalistes, d'autres les Espagnols ou les Anglais.

Les colons accoutumés à se débattre de toutes leurs forces, en présence de la liberté, vont employer toutes sortes de manœuvres pour vous tromper; ils vont chercher, à leur ordinaire, à vous alarmer par toutes sortes de tableaux sinistres; ils vont vous peindre vos villes insurgées, votre commerce ruiné, votre trésor appauvri, votre influence politique dépérissante.

Que les habitans de nos villes de commerce soient détrompés, que les commerçans se rassurent, se tranquillisent; qu'ils sachent que les propriétés ne sont & ne seront point bouleversées à Saint-Domingue; qu'ils lisent la proclamation du 29 août; qu'ils apprennent que les noirs travailleront à les rembourser, & d'autant plus volontiers qu'ils auront un salaire raisonnable à espérer de leur travail, de leurs sueurs. Les négocians ne perderont, tout au plus, que le commerce des hommes; mais, six cent mille hommes libres cultiveront-ils moins que six cent mille esclaves? Qu'ils croient bien que ces mêmes hommes libres fourniront plus de bras à la culture que tous les comptoirs de l'Afrique. Leurs femmes ne sont point stériles; les négocians verront que le déficit apparent de la répopulation n'est que la dénonciation complète du systême de servitude de notre ancien gouvernement, & ne servoit qu'à augmenter, à leur détriment, les dettes des colons infidèles ou malheureux, sans augmenter les revenus. Les négocians s'applaudiront bientôt du nouvel ordre des choses qui va s'établir à Saint-Domingue, & dorénavant le commerce y reposant sur le respect des engagemens accroîtra la prospérité de la métropole. Citoyens, nous vous le disons avec la conviction de l'expérience, il n'y a rien de si cher que la culture par esclaves; vous verrez que votre colonie de Saint-Domingue sera bien plus florissante cultivée par des mains libres, que votre trésor n'éprouvera pas long-temps de déficit, que cette

nouvelle colonie produira plus à la métropole que ci-devant, que votre influence politique est assurée à Saint-Domingue, & que bientôt elle dominera sur tout l'archipel méxicain.

Si quelques uns de nos négocians français, habitués aux anciens préjugés coloniaux, regrettoient la révolution qui vient de s'opérer à Saint-Domingue, & la regardoient comme un malheur, comme un échec à leur fortune, qu'ils réfléchissent sur les circonstances où nous nous trouvons, où chacun fait à sa patrie quelques sacrifices. Qui de nous ne se fait pas gloire d'avoir fait son offrande? Qu'ils considèrent que la mesure prise par les commissaires civils, n'a pas été *spontanée*, qu'ils ont été contraints de l'adopter pour sauver la souveraineté nationale; en un mot, que ce sont les contre-révolutionnaires, les agens des puissances étrangères, que c'est le traître Galbaud, lieutenant & complice de Dumouriez, qui l'ont provoquée, qui l'ont forcée; qu'on vouloit livrer à nos ennemis la colonie de Saint-Domingue; & alors nous leur demanderons, si elle étoit tombée entre les mains des Anglais ou des Espagnols, comment ils auroient été payés de ce qui leur est dû. Qu'ils n'oublient pas, aussi, qu'ils doivent s'en prendre aux négocians, leurs commissionnaires à Saint-Domingue, qui, coalisés avec Galbaud, *au lieu de s'opposer à ses desseins*, ont secondé & favorisé les désordres, & pris les armes avec lui; & sur-tout, que depuis leur fuite avec leur chef, depuis qu'ils sont parvenus à rendre leur compte par l'incendie du Cap, la plus part d'entr'eux vivent dans la plus grande opulence au continent de l'Amérique, & beaucoup y ont déjà acheté des terres, ou levé des magasins de commerce, avec les fonds qu'ils ont eu la précaution de se ménager, & de faire mettre à bord des bâtimens de la rade quelques jous avant l'incendie.

Nous plaignons sincèrement les négocians de France qui ont été ainsi victimes de leur confiance, de leur bonne foi ; mais il ne s'agit pas ici pour eux seulement de regretter, mais de songer au remède. Ils doivent plutôt voir cette révolution comme une nouvelle branche de commerce qui vient de s'ouvrir pour eux, & qui offre à leur industrie des bénéfices plus clairs, plus assurés, plus multipliés que ceux qu'ils failoient autrefois. Qu'importe pour le négociant la couleur de la main dont il achette les denrées qu'il exporte, & à qui il vend les siennes ? Sur-tout, qu'ils ne soient ni assez foibles, ni assez confians pour se laisser tromper par des contre-révolutionnaires Colons, ou autres, qui ont intérêt de les égarer. Qu'ils sachent que c'étoient les planteurs contre-révolutionnaires, *qui se disoient leurs amis*, qui vendoient la colonnie de Saint-Domingue aux Anglais. Qu'ils lisent le traité passé par ces Colons contre-révolutionnaires, signé à Londres en février 1793, & arrêté à Saint-Domingue sans doute bien long-temps avant, puisqu'il a fallu le temps aux porteurs de pouvoirs d'arriver en Europe. (Nous avons remis ce traité à votre comité de salut public.) Que nos négocians lisent, sur-tout, la clause qui exige des Anglais, comme une des premières conditions de la servilité, un sursis de 10 ans pour toutes les dettes. Qu'ils reconnoissent la religion de l'assemblée de Saint-Marc, & de l'assemblée coloniale qui l'a suivie. Qu'ils apprécient le but de toutes les intrigues & de toutes les manœuvres qu'ils ont favorisées ou méconnues ; qu'ils sentent enfin que les traîtres n'ont jamais voulu que les tromper, & ne cherchoient que l'indépendance des lois de la France, & celle de leurs dettes.

Tandis que Galbaud étoit porteur du traité passé en février, qui livroit Saint-Domingue à l'Angleterre, tandis qu'il vouloit s'emparer de ses commissaires civils,

les colons contre-révolutionnaires accusoient ces mêmes commissaires devant la Convention nationale, afin de consommer ou de légitimer les crimes de Galbaud, qu'eux & les contre-révolutionnaires de France avoient commandés de concert. Ils vouloient absolument déplacer vos délégués, à quelque prix que ce fût, afin d'avoir un champ libre, & d'assurer l'exécution de leurs complots. Ils vous demandoient non pas de les faire juger, mais de les mettre hors de la loi. Eh! pourquoi ensevelir les preuves de leurs crimes? S'ils sont coupables, il faut, au contraire, les mettre au grand jour. Ces accusateurs qui se disent si patriotes, pourquoi ne vous demandent-ils pas plutôt un tribunal révolutionnaire, dont nous avons tant besoin, & bien plus que de troupes? Nous, nous ne vous en demandons pas de troupes, nous voulons ménager la vie de nos braves soldats citoyens, qui ne sont point faits aux climats brûlans, & qui sont nécessaires pour s'opposer en Europe aux armées combinées de tous les despotes. Nous avons des bras plus qu'il n'en faut. Nous vous épargnerons les frais immenses du transport. Nous vous demanderons un tribunal révolutionnaire pour première *localité*; pour seconde, des patriotes choisis; mais des patriotes à la façon de France, & voués invariablement à la République *française*; & ensuite de la poudre pour combattre; elle ne servira pas celle-là pour tirer sur les citoyens de couleur ni sur les noirs, *mais bien sur les Anglais & les Espagnols.*

Ce sont ces mêmes contre-révolutionnaires ou soi-disant patriotes, qui, depuis quatre ans, ont induit en erreur presque tous les négocians de vos principales villes de commerce: ce sont eux qui vouloient les ranger du parti fédéraliste, parce que ce systême étoit parfaitement conforme à leurs vues, puisqu'il établit un gouvernement particulier à chaque département, c'est-à-dire, *le régime inté-*

rieur (ou petit corps législatif), régime tant desiré, tant sollicité par les colons, parce que c'est une indépendance de fait. Enfin ce sont encore ces mêmes hommes, n'en doutez pas, qui d'accord avec les négocians aristocrates, royalistes ou fédéralistes, ont provoqué dans toutes ces villes des mouvemens d'insurrection contre l'autorité nationale. Leur cause étoit commune ; les uns auroient perpétué l'infâme trafic des hommes, & les autres auroient éternisé l'esclavage.

Il est temps que le vil intérêt & que la cupidité mercantille se taisent & fléchissent devant la justice & la raison. Que les négocians qui sont attachés à leur patrie sortent enfin de leur aveuglement, & qu'ils jugent à présent, *ainsi que tout le peuple français*, entre nos commettans vrais républicains, & les traîtres renégats de leur patrie.

Nous ne vous rappellerons pas qu'en 1790 des députés avoient été envoyés en Angleterre pour faire des propositions au ministre Pitt ; que depuis, dans les premiers jours de l'insurrection, on a arboré à St-Domingue la cocarde noire & foulé aux pieds notre cocarde nationale ; que depuis, des commissaires particuliers ont été envoyés directement au tyran par cette assemblée coloniale conspiratrice : nous vous dirons seulement que ce sont les plus accrédités, les plus intrigans d'entre les colons blancs qui, secondés par les chefs & les agens du gouvernement, ont excité le premier soulèvement des noirs à St-Domingue, *justement à l'époque de la fête de Louis, & leur ont donné le nom du tyran pour cri de ralliement ;* que ce sont eux qui depuis ont prolongé l'erreur des noirs & les ont ralliés aux Espagnols, afin de soutenir les royalistes & toutes les prétentions des aristocrates : que ce sont eux qui étoient à leur tête & dirigeoient tous leurs mouvemens.

Ne ſont-ce pas eux auſſi qui ont livré aux Eſpagnols le fort de Ouanaminthe, avec tous ſes canons, ſes munitions, ſes approviſionnemens & ſa garniſon de 4 ou 500 hommes, ſans tirer un ſeul coup de fuſil ?

Ne ſont-ce pas eux qui ont négocié avec les Eſpagnols & ſigné un traité pour leur livrer les quartiers de la Marmelade & de la petite rivière ?

Ne ſont-ce point eux qui ont fait paſſer en un même jour & ſans aucune attaque ni combat, 1100 hommes de nos troupes de ligne, chez les Eſpagnols, avec armes & bagages ?

Ne ſont-ce point eux qui étoient d'intelligence avec les Anglais au Mole & à Jérémie, & qui leur ont livré ces deux places, qui depuis ont été repriſes, ainſi que nous l'avons appris à la Nouvelle-Angleterre ?

Ne ſont-ce point eux encore qui, le 14 juillet dernier, aux Cayes, animés du même eſprit qu'au Cap, ont ſoulevé tous les équipages de la rade, ont voulu faire égorger tous les citoyens du 4 avril, & ont tiré ſur votre commiſſaire civil Delpech ?

Ce ſont encore ces mêmes hommes, ces agitateurs turbulens, qui ſoudoient deux gazettes contre-révolutionnaires à Philadelphie pour injurier & calomnier les Français, déprécier vos reſſources, vous aliéner l'eſprit des Américains, & entraver la marche de votre miniſtre dans ce pays.

Ce ſont encore eux qui, ſous le maſque du patriotiſme, ſe ſont introduits dans les ſociétés populaires les plus diſtinguées, pour y égarer l'opinion publique ſur les colonies, afin de perdre plus ſûrement ce qu'ils appellent leurs ennemis, & ſur-tout, ainſi qu'ils s'en vantent, ces infâmes commiſſaires civils, *envoyés*, diſent-ils, *par ces monſtres de jacobins.* Cette découverte & ces derniers renſeignemens qui vous ſont adreſſés par votre miniſtre auprès

auprès des Etats-Unis, nous ont été communiqués par la correſpondance de Maugoury, votre conſul à Charleſton, qui eſt journellement en butte à toutes les inſultes des émigrés français, & dont la vie eſt même à chaque inſtant menacée par eux.

Ce ſont encore eux qui, d'accord avec les Anglais, interceptent toutes les communications. Ils ne veulent pas qu'il arrive la moindre nouvelle, ni de France dans les colonies, ni des colonies en France. Ils arrêtent tous les papiers; ils fouillent juſques dans les endroits les plus ſecrets. Ceux qui ſont à la tête de cette inquiſition dans le continent de l'Amérique, ſont Talon & Noailles, & 14 ou 1500 émigrés de France & de St-Domingue ſont leurs agens.

S'il étoit permis de parler de ſoi, nous pourrions ajouter :

Ce ſont eux encore qui, par une ſuite de leur ſyſtême, ont voulu nous faire aſſaſſiner à notre débarquement à Philadelphie, par des émigrés français refugiés en cette ville, ont forcé nos malles, enlevé partie de nos dépêches pour la Convention & pour les miniſtres, pillé tous nos papiers, notre argent, nos effets; ont appuyé le poignard ſur le ſein de mon collègue Belley, pour le forcer à quitter ſa cocarde nationale (ce qu'il n'a pas voulu faire), ont volé ſa montre, ſon argent, tous ſes effets, juſqu'à ceux de ſon enfant; enfin lui ont fait eſſuyer les plus mauvais traitemens. Un de ces hommes à poignard diſoit à Belley, mon collègue : comment, coquin, tu oſes être officier dans un régiment? tu as l'inſolence de vouloir commander des blancs? Eh! pourquoi pas? leur répondit mon collègue, (& avec une fierté éner-

gique, l'expreſſion de celui qui ſent profondément ſa dignité d'homme ;) je ſers depuis 25 ans, ſans reproche ; & quand on ſait ſauver des blancs & les défendre, on peut bien les commander.

Ce n'eſt que par une merveille que nous avons échappé aux pourſuites de ces brigands & ſauvé le reſte de nos dépêches pour la Convention. Ils vouloient nous empêcher d'arriver juſqu'à vous, parce qu'ils prévoyoient bien que nous allions vous découvrir la vérité, vous dénoncer tous leurs crimes, & démaſquer tous les traîtres. Ils nous ont même pourſuivis juſqu'ici, & à notre arrivée, ils nous ont fait eſſuyer une nouvelle perſécution. Nous ne nous plaindrons pas de ce que nous avons ſouffert. N'eſt-on pas trop heureux, quand on fait quelques ſacrifices à ſa patrie ? il vaut mieux qu'un innocent ſoit victime quelques jours, plutôt que de laiſſer échapper un coupable.

Aujourd'hui nous pouvons faire entendre notre voix, nous pouvons dire la vérité, nous devons la dire, nous la dirons.

Nous prions donc nos concitoyens de fixer toute leur attention ſur la conduite des colons qui trompent la France depuis quatre ans ; ils ont eu le ſecret, ces colons, de ſe faire excepter de la liſte des émigrés, & d'échapper à la confiſcation de leurs biens, qui, pour les émigrés, montent à Saint-Domingue peut-être à un ou deux milliards ; & aujourd'hui, tandis que d'une part ils tendent la main aux Eſpagnols, & que de l'autre ils ſe vendent à l'Angleterre (ainſi qu'on le verra par le traité que nous apportons), & qu'au continent de l'Amérique ils réclament ouvertement à la fois la protection d'Eſpagne & d'Angleterre, en inſultant & injuriant tout

ce qui tient à la France, ils ont l'impudence de tendre une troisième main à cette même France, & d'en imposer à la Convention nationale, au point qu'elle étoit prête de leur accorder des secours, de leur donner le sang du peuple français & son numéraire pour combattre, au nom de la France, les Français de Saint-Domingue restés fidèles à la république & armés pour sa cause. Déja ils pressoient l'expédition, parce qu'ils redoutoient que le temps ne vînt à découvrir leur trame criminelle; ils sollicitoient tous des passeports pour aller eux-mêmes exécuter leur infâme trahison, pour aller jouir du marché qu'ils ont conclu.

Que tous les Français se réveillent donc de leur léthargie; qu'ils ouvrent enfin les yeux sur ces colons perfides, sur ces serpens qu'ils réchauffent dans leur sein! Jamais les Anglais n'ont eu dans l'intérieur de la France des agens plus fidèles ni plus dangereux pour nous. Ne sait-on pas que tous les colons sont nobles, très nobles, hauts & puissans seigneurs, liés avec tous nos ennemis, émigrés & autres; qu'ils ont à Londres Malouet, Vaudreuil, Lameth, & peut-être deux mille colons comme eux, des plus riches & des plus animés contre vous, qui sont leurs agens & leurs correspondans, & qui, étant tous émigrés, n'ont que le moyen de vous tromper pour rentrer, loin de vos yeux, sur le territoire français? Ne voit-on pas cette chaîne de conspirations qui se tient? Et tandis qu'on vouloit livrer Toulon & Brest, nos plus beaux ports, le dépôt de toutes nos forces navales, les agens perfides du ministère britannique commandoient à Saint-Domingue la défection entière de toute notre marine, pour livrer en même temps la plus belle de nos colonies.

Le silence seul des colons sur Galbaud, qui a reçu

des Anglais la torche allumée pour incendier le Cap, la plus belle ville de Saint-Domingue, la plus riche de toute l'Amérique ; ſur ce Galbaud qui eſt aujourd'hui réfugié & accueilli chez les Anglais en Canada, ne ſuffit-il pas pour démaſquer ces coupables ? D'ailleurs on ne peut douter que Galbaud ne fût le complice des colons, leur adjoint, leur ami, leur créature ; il étoit noble comme eux, fils d'un ancien conſeiller du Port-au-Prince, fils de colon, colon lui-même, envoyé par Périgny, qui étoit colon, fils & neveu de colon, & de plus, de l'ancienne marine royale. Leur ſilence ſur les officiers de la marine, dont les chefs à Saint-Domingue étoient tous de l'ancienne marine royale, ne prouve-t-il pas d'une manière évidente leur coalition & leur perfidie ?

Depuis la guerre, il ne peut arriver aux colons aucune reſſource, il ne vient point de bâtimens. Celui qui fait le plus de revenus dans les quartiers intacts eſt à l'inſtar de celui qui n'en fait aucuns. Eh bien ! la plus grande partie de ceux qui ſont en France, & ſur-tout les meneurs, les agens, ne manquent de rien, & ſont dans l'opulence.

Leurs aſſociés, leurs complices, qui ſont dans le continent de l'Amérique, & qui y perſécutent tout ce qui veut porter le nom de Français & la cocarde nationale, enrichiſſent les traiteurs, y étalent un luxe ſcandaleux, y jouent l'or à pleines mains, y donnent enfin dans tous les excès les plus ſcandaleux.

Ne voit-on pas la main de Pitt fourniſſant à toutes ces dépenſes, dirigeant tous ces fils de la plus horrible des conſpirations, & aiguiſant tous les poignards de ces conjurés à ſa ſolde ?

Quel eſt l'eſprit aſſez endurci ou aſſez froid pour ſa patrie, qui pourroit en douter ? S'il en eſt, eh bien ! qu'il

examine avec réflexion, qu'il lise avec attention la relation que nous allons faire imprimer d'abord, & un mémoire sur la situation générale de Saint-Domingue, qui la suivra de près!

Nous nous attendons bien que les ennemis des citoyens de couleur & des noirs vont les calomnier auprès du peuple français; ils vont les peindre comme des hommes méchans, indisciplinables, enfin comme des êtres cruels & féroces. Citoyens français, ne les croyez pas; ceux qui tiennent ce langage ne sont pas des colons fidèles, ce sont des colons contre-révolutionnaires qui font la guerre à la liberté *& à vous-mêmes*, d'accord avec des émigrés français : ne les croyez pas; ils vous ont trompé tant de fois! Ces noirs qu'on vous peindra si méchans, autrefois réunis dans des ateliers de trois, quatre ou cinq cents, se laissoient conduire par un seul blanc sans rien dire, & étoient dociles à tous ses caprices : s'ils eussent été féroces les auroit-on menés si facilement? Leur méchanceté n'est que dans le cœur de leurs oppresseurs : c'est un prétexte que ceux-ci prennent pour justifier l'esclavage; & quand les noirs auroient été méchans, nous ne pourrions pas raisonnablement leur en faire un crime, car la servitude déprave l'homme; mais la méchanceté, heureusement, n'est pas naturelle.

Depuis trop long-temps ils avoient été vexés, opprimés, & souvent torturés, martyrisés de toutes les manières; se sont-ils permis quelques vengeances? n'ont-ils pas, au contraire, sauvé un grand nombre d'Européens dans les journées désastreuses des 20 & 21 juin? n'ont-ils pas au milieu du combat respecté tous ceux qui étoient sans armes? n'ont-ils pas sauvé tous leurs maîtres, qu'ils escortoient eux-mêmes jusques dans le camp des commissaires? Depuis

que la guerre civile, allumée par Galbaud, a cessé par sa fuite, s'est-il commis un seul meurtre? Que leurs ennemis parlent, qu'ils en citent un seul, nous les en défions. Non, l'espèce africaine n'a pas à rougir d'un seul assassinat. *Je vous observe que ce ne sont point les noirs, jadis esclaves, ni les citoyens du 4 avril, qui ont eté les aggresseurs*; ils n'ont fait que se défendre, que résister à l'oppression, que protéger la sûreté des délégués de la république française.

Si les noirs, depuis ce temps, ont mérité quelques reproches d'indiscipline, excusez-les, citoyens: ce sont quelques mouvemens d'efferverscence; c'étoit l'effort d'un peuple encore nouveau qui brisoit ses chaînes, & ne pouvoit le faire sans quelque bruit, tant elles étoient pesantes. Ils ont été, au premier moment, agites du fanatisme de la liberté; ils ne faisoient que d'être émancipés, ils devoient naturellement avoir besoin de guides. Le monde, les lumières, les sciences, ne se sont perfectionnés qne par degrés, & il est pour les hommes un passage nécessaire de la jeunesse à la virilité.

Législateurs, on calomnie les noirs, on envenime toutes leurs actions, parce qu'on ne peut plus les opprimer. *Nous les mettons sous votre sauve-garde*; vous saurez démêler les causes de toutes ces accusations. — Il ne faut attribuer les écarts de la liberté, qu'à ceux qui voudroient la détruire.

Dans tous les points de la cause que nous vous soumettons, ce sont les criminels qui sont les accusateurs. Lorsque les détracteurs des noirs présenteront le tableau de quelques-unes de leurs erreurs ou même de leurs fautes, ils ne feront que l'énumération de leurs propres

forfaits. Ils les opprimoient quand ils étoient esclaves & qu'ils courboient la tête; aujourd'hui ils les calomnient, parce qu'ils l'osent relever un peu. Les fautes des malheureux noirs, je le répète, ne sont, n'ont jamais été que les crimes de ceux qui les égarent après les avoir opprimés. Les noirs ne sont pas cruels, comme des colons blancs aiment à le dire; & l'existence de leurs ennemis prouve assez que les noirs sont *patiens*, *exorables & généreux*. Les noirs ont même le germe des vertus: ces vertus leur appartiennent; leurs défauts seuls viennent de nous. Ils sont naturellement doux, charitables, hospitaliers, très-sensibles à la piété filiale; ils aiment la justice & ont le plus grand respect pour la vieillesse. Ces vertus, Peuple français, les rendent encore plus dignes de toi.

Citoyens représentans, songez que l'ignorance du bien est souvent la seule source du mal. Instruisez ces hommes nouveaux; qu'ils soient éclairés, en votre nom, par des patriotes patiens & vertueux; que, par vos décrets, ils reçoivent des leçons de sagesse & des vertus républicaines; *la nature, la loi, en ont fait des hommes, l'instruction en fera des hommes de bien.* En tenant de vous leurs droits, ils en seront plus attachés à leurs devoirs: le premier de tous sera de combattre pour votre patrie, qu ils regardent comme la leur. Autrefois ils n'étoient pas obligés de défendre leurs chaînes; mais aujourd'hui, en reconnoissance du nom de Français qu'ils vous devront, ils consacrent tous leur vie à votre service, & ils sont à Saint-Domingue au nombre de quatre cent mille à votre disposition, dont il ne tient qu'à vous de faire autant de soldats. Déja, en attendant vos ordres, à la première nouvelle de l'invasion des Anglais, ils ont commencé, dans le nord, par jurer de périr tous jus-

qu'au dernier, & de s'ensevelir sous les décombres de Saint-Domingue, plutôt que de recevoir une domination étrangère. Dans une explosion de zèle & de dévouement général, ils disoient : Si nous sommes forcés de nous replier faute de munitions, nous ne laisserons que des ruines & des cendres ; nous nous retirerons dans les montagnes, nous y vivrons de racines & d'eau, jusqu'à ce que la France nous envoie des secours, & nous vaincrons ensuite les ennemis avec des roches & des flèches. *Nous apportons ce serment au peuple Français.* Votre délégué l'a reçu en notre présence ; & moi en mon particulier, moi qui aime la France, ma patrie, par-dessus tout, j'en ai été pénétré de joie & d'admiration, & ai été d'autant plus flatté de représenter des hommes qui étoient si sincérement dévoués à la République. Je leur avois souvent parlé de vous ; ils ont vu dans mes discours la franchise & la vérité, qui sont l'attribut d'un vrai patriote. Le récit de tout ce que vous avez fait pour la liberté, les éclairoit, échauffoit, enflammoit leurs cœurs ; le récit de vos victoires *élevoit* leurs ames & développoit en eux des sentimens de patriotisme qui jusqu'alors leur étoient inconnus ; votre nom les ranimoit, les consoloit de tous leurs maux passés.

C'est ainsi, en leur parlant de vous, & par ma conduite qui a toujours été d'accord avec mes discours, que j'ai commencé à mériter leur confiance. J'avois toujours porté dans mon cœur les germes de la liberté & de l'égalité ; je m'étois instruit à Paris par vos exemples, & je m'étois aimanté dans la première des sociétés populaires, dès sa création. Je n'ai vu dans la révolution qui s'est opérée à Saint-Domingue, que l'accomplissement de mes vœux pour le bonheur du genre humain, & qu'un de ces événemens ordonnés par la providence,

auxquels, dans ſes décrets, elle attache peut-être la plus haute importance. Quoique j'euſſe toute ma fortune, toutes mes eſpérances, tous mes moyens d'exiſtence à Saint-Domingue, vos principes m'avoient heureuſement préſervé de la corruption : j'ai bientôt ſenti qu'un ami de la liberté & de l'égalité devoit l'être auſſi de l'humanité, & les ſacrifices que j'avois à faire ne m'ont coûté que des larmes de ſenſibilité & de joie. Je ſuis flatté d'avoir vu diſparoître à Saint-Domingue la honteuſe diſtinction des caſtes, d'y voir tous les hommes égaux & de les embraſſer en frères.

Quand j'ai vu que je pouvois compter ſur leur fidélité, ayant été choiſi par l'aſſemblée des électeurs légalement formée, aux termes du décret du 22 août 1792, d'après la tenue des aſſemblées primaires, j'ai accepté, comme un devoir, la miſſion qu'ils ont bien voulu me confier; & je n'ai point héſité à braver tous les dangers pour venir vous préſenter, avec mes collègues, au nom de tous les hommes qui habitent le département du Nord, l'hommage de leur attachement au Peuple français & de leur dévouement *à la République une & indiviſible.* Européens, Créoles, Africains, ne connoiſſent plus aujourd'hui d'autre couleur, d'autre nom que ceux de Français.

Citoyens repréſentans, daignez accueillir avec bonté leur ſerment de fidélité éternelle au Peuple français. Je réponds d'eux ſur ma tête, tant que vous voudrez bien être leurs guides & leurs protecteurs.

Vous pouvez, citoyens légiſlateurs, vous préparer des ſouvenirs conſolateurs, en honorant l'humanité & en faiſant un grand acte de juſtice qu'elle attend de vous.

Créez une seconde fois un nouveau monde, ou au moins qu'il soit renouvelé par vous ! Soyez-en les bienfaiteurs ! vos noms y seront bénis comme ceux des divinités tutélaires ; vous serez pour ce pays une autre providence.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.